

Les élites - 1/2

Souvent admirées, souvent décriées, les élites suscitent le débat. Cet article a pour objectif de rappeler quelques éléments aussi objectivement que possible afin de pouvoir en discuter de façon constructive. Le système que je présente ne doit pas être perçu de façon radicale, c'est un outil de compréhension qui tolère des exceptions.

Hommes politiques pourris, patrons verreux, intellectuels fermés aux cultures qu'ils disent inférieures, les élites françaises sont souvent rendues responsables des maux du pays, on leur reproche d'utiliser leurs postes de pouvoir à des fins personnelles. Si la formule de Jean-Pierre Raffarin est malheureuse, la distinction qu'il fait entre une "France d'en-bas" et une présumée France d'en-haut correspond hélas à une réalité. Il ne s'agit évidemment pas de porter un jugement de valeurs sur les uns ou sur les autres mais de faire le constat d'une société divisée entre une "classe" sociale monopolisant les biens financiers, culturels et symboliques et le reste de la population cantonnée à des tâches subalternes, écartée des responsabilités et dont la culture est souvent -à tort- méprisée. Derrière ce constat attristant se cache aussi la déception de révolutions avortées, de changements sociaux qui, s'ils ont joué un rôle globalement positif, n'ont pas su combler le fossé qui existait à l'Ancien Régime entre les dirigeants et le bas peuple mais l'ont tout juste rendu plus acceptable. Que faut-il donc comprendre de cette incapacité de la société à s'homogénéiser ? Est-il possible de désigner des responsables ? Peut-on espérer un changement radical de l'organisation de la société ? Ce sont ces questions que je vais essayer de traiter aussi simplement et aussi objectivement que je le peux. Je précise que si j'ai recours à une forme un peu rigide dans mon argumentation, ce n'est pas pour barrer la route à d'éventuelles objections ou contradictions mais pour présenter mes éléments de réponse le plus clairement possible.

Un système inégalitaire

Sans qu'il soit question de reprendre à mon compte les expériences historiques d'inspiration marxiste, on peut difficilement contester la validité des théories marxistes et bourdieusiennes sur la division de la société et, plus précisément, sur la confiscation des biens matériels (Marx) ainsi que culturels et symboliques (Bourdieu) par une classe dominante qu'on peut aussi appeler élite. Ce système est doublement injuste dans la mesure où il offre à une infime minorité des conditions de vie excellentes au détriment d'une majorité et qu'il assure lui-même sa reproduction par le biais de l'héritage au sens juridique mais aussi de la transmission du patrimoine culturel qui permet aux rejetons de cette classe dirigeante l'accès quasi-exclusif aux meilleures formations.

Malgré les efforts de quelques écoles de commerce, de quelques IEP et écoles d'ingénieur, on voit bien que les modalités de sélection des établissements prestigieux (auxquels il faut également ajouter les Ecoles Normales Supérieures) favorisent très fortement les enfants dont les parents ont eux-mêmes eu accès à ce type d'enseignement. On ne s'étonnera donc pas de voir les parcours foudroyants d'enfants du peuple réduits à l'exception statistique et donc de constater l'échec du modèle d'éducation républicain hérité de Jules Ferry. Les Edouard Herriot ou Georges Canguilhem ne sont pas légion.

Causes de la pérennité de l'injustice

Il ne sert à rien de faire le constat de cette injustice si on n'essaie pas d'en déterminer les causes et, le cas échéant, de trouver des solutions. Il serait ridicule d'accuser en bloc ces classes dirigeantes et, ainsi, de dire qu'elles sont intégralement composées d'individus consciemment affairés à verrouiller les portes des bureaux ministériels, commerciaux ou journalistiques. On peut croire qu'un certain nombre d'entre eux (dont justement Marx et Bourdieu faisaient finalement partie) ont eu la volonté de changer la donne, de combattre féroce-ment ces injustices. Il faut donc interroger sur les obstacles rencontrés par cette volonté.

Les élites - 2/2

On peut tout d'abord imputer la responsabilité à certaines forces conservatrices qui ont toujours défendu l'ordre en place au cours des siècles : légitimistes au XIXe par exemple. Certains exemples historiques sont cependant aussi à prendre en considération. Le plus probant est sans doute celui de la Révolution de 1917 où le pouvoir autocratique tsariste a été renversé mais où l'élite communiste qui l'a remplacé a aussitôt confisqué le pouvoir, créant à nouveau un système d'oppression inégalitaire. Il paraît donc difficile de cibler un groupe précis d'individus responsables et on peut raisonnablement croire, même si cette pensée n'est pas optimiste, que l'homme a une propension à l'égoïsme qui complique et s'oppose aux volontés sincères de changement.

L'optimisme n'est pas pour autant interdit dans la mesure où, malgré leur lenteur, les progrès sociaux acquis sont bien réels et, s'ils n'obéissent pas à une logique révolutionnaire, ils sont néanmoins orientés vers une réduction des injustices. Si l'on tient compte de l'inertie de la société qui a besoin de temps pour se réformer de façon durable, on voit qu'on ne peut pas rejeter en bloc ces élites mais, au contraire, que c'est en luttant main dans la main que le peuple et les élites pourront efficacement protéger leurs acquis et en obtenir de nouveaux.